

Sommaire

3	ÉDITORIAL par Marc BOURGEOIS	3
5	DOCTRINE	
	– L'application des pouvoirs implicites en matière fiscale par Jean-Claude LAES	5
	– SEC 2010 et contrôle juridictionnel Quand le Conseil d'État connaît de recours à l'encontre de décisions de classement de l'Institut des Comptes Nationaux par Christophe DUBOIS	22
35	JURISPRUDENCE	
	– Conseil d'État (XV ^e ch.), 20 mars 2019, arrêt n° 243.993 <i>Impôts communaux – Procédure – Conseil d'État – Recevabilité du recours en annulation – Acte susceptible de recours – Acte d'approbation tacite par l'autorité de tutelle – Irrecevabilité Impôts communaux – Taxe sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires non adressés – Redevables – Obligation de déclaration – BPOST – Service postal de base – Libertés fondamentales – Droit au secret des lettres – Violation</i>	35
	– Conseil d'État (XV ^e ch.), 3 avril 2019, arrêt n° 244.156 <i>Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Immunité des biens du domaine public et du domaine privé – Bien affecté à un service d'utilité publique – Notion – Bien appartenant à une université Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Principe de capacité contributive – Liberté du commerce et de l'industrie – Appréciation Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Compétence – Autonomie fiscale – Objectifs poursuivis – Objectifs autres que financiers – Compétences matérielles – Distinction par rapport à une charge d'urbanisme Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Interdiction de taxer les véhicules (art. 42 CTAIR) – Absence de violation</i>	44
	– Conseil d'État (XV ^e ch.), 15 janvier 2020, arrêt n° 246.641 <i>Impôts communaux – Taxe sur les carrières – Tutelle – Tutelle spéciale d'approbation – Refus d'approbation par l'autorité de tutelle – Annulation par le Conseil d'État</i>	54
	– Mons (18 ^e ch.), 4 septembre 2019 <i>Impôts provinciaux – Taxe sur les pylônes GSM – Principe d'égalité et de non-discrimination – Distinction de traitement par rapport aux autres pylônes, mâts ou antennes – Comparabilité – Justification objective et raisonnable – Motivation du règlement-taxe – Objectif environnemental – Capacité contributive – Discrimination</i>	62
	– Liège (9 ^e ch. civ.), 22 novembre 2019 <i>Impôts communaux – Taxe sur les pylônes GSM – Principe d'égalité et de non-discrimination – Distinction de traitement par rapport aux autres pylônes, mâts ou antennes – Distinction de traitement par rapport aux opérateurs de réseaux de télécommunication fixe – Justification objective et raisonnable – Motivation du règlement-taxe – Distinction de traitement par rapport aux mâts et pylônes ne supportant pas d'antennes – Comparabilité – Absence de discrimination Impôts communaux – Taxe sur les pylônes GSM – Principe de légalité – Notion de « système d'émission et/ou de réception de signaux de communication » – Précision suffisante</i>	68

– Liège (9 ^e ch. civ.), 22 novembre 2019	75
<i>Impôts communaux – Taxe sur les immeubles inoccupés et abandonnés – Immunité des biens du domaine public – Immunité des biens du domaine privé affectés à un service d'utilité publique – Exonération prévue par le règlement-taxe – Principe d'égalité et de non-discrimination – Exonération des personnes morales de droit public – Motivation du règlement-taxe</i>	
<i>Impôts communaux – Immunité des biens du domaine public – Immunité des biens du domaine privé affectés à un service d'utilité publique – Principe général du droit – Notion d'impôt – Principe de légalité des exonérations</i>	
<i>Impôts communaux – Taxe sur les immeubles inoccupés et abandonnés – Inoccupation – Force majeure – Preuve – Exonération</i>	
– Liège (9 ^e ch. civ.), 17 décembre 2019	78
<i>Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Principe d'égalité et de non-discrimination – Motivation du règlement-taxe – Objectif essentiellement budgétaire – Exonération des cinquante premiers emplacements – Principe de capacité contributive</i>	
<i>Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Principe d'égalité et de non-discrimination – Motivation du règlement-taxe – Objectif essentiellement budgétaire – Exclusion des immeubles affectés au logement – Exclusion des immeubles de bureaux – Exclusion des immeubles exploités par des professions libérales</i>	
<i>Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Principes de bonne administration – Principe de sécurité juridique – Excès de pouvoir – Principe de cohérence – Lien avec les politiques publiques imposant la création d'emplacements de parking</i>	
– Civ. Marche-en-Famenne (12 ^e ch.), 9 janvier 2019	87
<i>Impôts communaux – Sanctions – Majorations – Contrôle par le juge – Sanction pénale – Notion – Convention européenne des droits de l'homme – Qualification – Pouvoir d'appréciation du juge – Proportionnalité – Distinction par rapport à l'opportunité</i>	
– Civ. Marche-en-Famenne (12 ^e ch.), 9 janvier 2019	90
<i>Impôts communaux – Taxe sur les secondes résidences – Objet taxable – Immeuble affecté à l'habitation – Notion</i>	
<i>Impôts communaux – Taxe sur les secondes résidences – Taxe similaire aux impôts sur les revenus – Impôt forfaitaire qui appréhende l'utilisation (potentielle) que fait le propriétaire de son bien</i>	
– Civ. Namur (division Namur, 11 ^e ch.), 19 septembre 2019	97
<i>Impôts communaux – Publication du règlement-taxe – Affichage – Preuve – Région wallonne – Arrêté royal du 14 octobre 1991 – Registre des publications – Annotation – Unique mode de preuve admissible</i>	
<i>Impôts communaux – Taxe sur les séjours – Principe d'égalité et de non-discrimination – Comparabilité – Exclusion des maisons de repos – Pouvoir discrétionnaire de la commune</i>	
<i>Impôts communaux – Taxe sur les séjours – Principe d'égalité et de non-discrimination – Motivation du règlement-taxe – Exonération des lieux de séjour agréés par les pouvoirs publics – Justification objective et raisonnable</i>	
– Civ. Liège (division Liège, 21 ^e ch.), 19 décembre 2019	108
<i>Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Principe d'égalité et de non-discrimination – Motivation du règlement-taxe – Objectif essentiellement budgétaire – Exclusion des immeubles affectés au logement – Exclusion des immeubles de bureaux – Exclusion des immeubles exploités par des professions libérales – Discrimination</i>	

113 RECENSION